



CHAPITRE 58

Loi relative à la cité du Cap-de-la-Madeleine

[Sanctionnée le 11 mars 1948]

Préambule.

ATTENDU que la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, constituée en vertu de la loi 8 George V, chapitre 97, modifiée par les lois 13 George V, chapitre 100, 16 George V, chapitre 77, 8 George VI, chapitre 57 et 10 George VI, chapitre 66, a représenté par sa pétition qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires que sa charte soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxation fixe.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) Les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Durham Chemicals Canada Ltd., sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires situés en la cité du Cap-de-la-Madeleine et utilisés par ou en rapport à ladite industrie et sur toutes additions et améliorations qui pourront y être faites sont fixées à la somme de deux mille trois cent trente-trois dollars pour l'année 1947, et à la somme de trois mille cinq cents dollars par année pour une période de six années à compter du 1er janvier 1948;

CHAPTER 58

An Act respecting the city of Cap-de-la-Madeleine

[Assented to, the 11th of March, 1948]

Preamble.

WHEREAS the corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine, constituted by the act 8 George V, chapter 97, amended by the acts 13 George V, chapter 100, 16 George V, chapter 77, 8 George VI, chapter 57, and 10 George VI, chapter 66, has, by its petition, represented that it is in the interest of the rate-payers and of the proper administration of its affairs that its charter be again amended;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Fixed taxation.

1. Notwithstanding any general or special law to the contrary,

a. The municipal taxes of whatever nature, whether general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by the Durham Chemicals Canada Ltd., on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories situated in the city of Cap-de-la-Madeleine and utilized by or in connection with the said industry and on any additions and improvements which may be made thereto shall be fixed at the sum of two thousand three hundred and thirty-three dollars for the year 1947, and at the sum of three thousand five hundred dollars per annum for a period of six years, as from the 1st of January, 1948;

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) Les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, par la compagnie Durham Chemicals Canada Ltd., sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite compagnie, sont pour une période de six années à compter du 1er juillet 1947, fixées à la somme de trois mille huit cents dollars par année;

Condi-
tions.

Cette fixation de taxes municipales et scolaires est consentie aux conditions suivantes:

La compagnie s'efforcera en tout temps et en autant que raisonnable et en harmonie avec l'exploitation régulière de ses affaires, d'embaucher de préférence la main-d'œuvre locale;

La compagnie devra exploiter sans interruption son industrie durant la période de la concession présentement accordée et si elle suspend ses opérations durant une période de six mois consécutifs en aucune année et pour toute cause autre qu'une grève, un "lockout", une guerre, un fait de Dieu ou des cas fortuits sur lesquels la compagnie n'a pas de pouvoir, la concession accordée par les présentes sera alors annulée proportionnellement à la partie de telle année où la compagnie aura ainsi discontinué ses opérations, et la compagnie devra payer à la cité du Cap-de-la-Madeleine et aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, le montant proportionnel des taxes municipales et scolaires intégral, imputable à cette période de discontinuation dans telle année, mais la concession accordée par les présentes revivra immédiatement dès que la compagnie reprendra ses opérations.

Taxation
fixe.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) Les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie Laurentian Silk Mills Ltd., sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. School taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the Durham Chemicals Canada Ltd., on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry, shall be for a period of six years as from the 1st of July 1947, fixed at the sum of three thousand eight hundred dollars per annum;

Such fixing of municipal and school taxes is agreed to upon the following conditions.

The company shall endeavour at all times and as far as it shall be reasonable and in harmony with the regular carrying on of its business, employ preferable local workmen;

The company shall operate its industry uninterruptedly during the period of this concession and should it suspend its operations for a period of six consecutive months in any year and for any cause other than a strike, a lockout, a war, an act of God or under circumstances over which the company has no control, the concession hereby granted shall then be cancelled proportionately to the part of such year in which the company shall thus have discontinued its operations, and the company shall pay to the city of Cap-de-la-Madeleine and to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, the full proportional amount of the municipal and school taxes, ascribable to such period of discontinuance in such year, but the concession hereby granted shall revive as soon as the company shall have resumed its operations.

2. Notwithstanding any general or special law to the contrary,

a. The municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by the Laurentian Silk Mills Ltd., on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connec-

Fixed
taxation.

accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes additions et améliorations qui pourraient y être faites, seront basés sur une évaluation imposable de cent quatre-vingt-douze mille dollars et ce pour une période de six années à compter du 1er janvier 1948;

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) Les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain, par la compagnie Laurentian Silk Mills Ltd., sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie et sur toutes additions ou améliorations qui pourraient y être faites, sont pour une période de six années à compter du 1er juillet 1948, fixées à la somme de trois mille sept cent cinquante dollars par année;

Condi-
tions.

Cette fixation d'évaluation pour fins de taxation municipale et cette fixation de taxes scolaires, sont consenties aux conditions suivantes:

La compagnie s'efforcera en tout temps et en autant qu'il sera raisonnable et en harmonie avec l'exploitation régulière de ses affaires d'embaucher de préférence la main-d'œuvre locale;

La compagnie continuera à exploiter son industrie durant la période de la concession présentement accordée, et si elle discontinuait ses opérations pendant une période de six mois consécutifs en aucune année, pour des causes autres que des grèves, des "lockout", des guerres, des faits de Dieu ou des cas fortuits sur lesquels la compagnie n'a pas de pouvoir, alors la concession accordée par les présentes sera annulée proportionnellement à la partie de telle année où la compagnie aura ainsi discontinué ses opérations, et la compagnie devra payer à la cité du Cap-de-la-Madeleine et aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, le montant proportionnel des taxes municipales et scolaires intégral, imputable à cette période de discontinuation dans telle

tion with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all the additions and improvements which may be made thereto, shall be based on a taxable valuation of one hundred and ninety-two thousand dollars for a period of six years, as from the 1st of January, 1948;

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. The school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the Laurentian Silk Mills Ltd., on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry and on all additions or improvements which may be made thereto shall, for a period of six years, be fixed at the sum of three thousand seven hundred and fifty dollars per year, as from the 1st of July, 1948;

Such fixing of valuation for purposes of municipal taxation and such fixing of school taxes are agreed to upon the following conditions:

Condi-
tions.

The company shall endeavour at all times and as far as it shall be reasonable and in harmony with the regular carrying on of its business to employ preferably local workmen;

The company shall continue to operate its industry for the period of the concession hereby granted, and should it discontinue its operations for a period of six consecutive months in any year, for causes other than strikes, lockouts, wars, acts of God or under circumstances over which the company has no control, then the concession hereby granted shall be cancelled proportionately to the part of such year in which the company shall thus have discontinued its operations, and the company shall pay to the city of Cap-de-la-Madeleine and to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, the full proportional amount of municipal and school taxes, ascribable to such period of discontinuance in such year. But the concession hereby granted shall immediately

année. Mais la concession accordée par les présentes revivra immédiatement dès que la compagnie reprendra ses opérations.

revive as soon as the company shall have resumed its operations.

Taxation
fixe.

3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

a) Les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine par la compagnie St. Regis Paper Co. (Canada) Limited, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, y compris toutes additions et améliorations qui pourraient y être faites, seront basées sur une évaluation imposable de deux cent cinquante-sept mille deux cent vingt-cinq dollars et ce, pour une période de six années à compter du 1er janvier 1948;

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires;

b) Les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, par la compagnie St. Regis Paper Co. (Canada) Ltd., sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires utilisés, par ou en rapport à ladite industrie et sur toutes additions ou améliorations qui pourraient y être faites, sont, pour une période de six années à compter du 1er juillet 1948, fixées à la somme de cinq mille dollars par année;

Condi-
tions.

Cette fixation d'évaluation pour fins de taxation municipale et cette fixation de taxes scolaires, sont consenties aux conditions suivantes:

La compagnie s'efforcera en tout temps et en autant qu'il sera raisonnable et en harmonie avec l'exploitation régulière de ses affaires d'embaucher de préférence la main d'œuvre locale;

La compagnie devra exploiter sans interruption son industrie durant la période de la concession présentement accordée, et si elle discontinuait ses opérations pendant une période de six mois consécutifs en aucune année, pour des causes autres que des grèves, des "lockout", des guerres, des faits de Dieu ou des cas fortuits sur lesquels la compagnie n'a pas de pouvoir,

3. Notwithstanding any general or special law to the contrary, Fixed
taxation.

a. The municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the city of Cap-de-la-Madeleine by the St. Regis Paper Co. (Canada) Limited, on all the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, including all additions and improvements which may be made thereto shall be based on a taxable valuation of two hundred and fifty-seven thousand two hundred and twenty-five dollars for a period of six years, as from the 1st of January, 1948;

Such fixing shall not include water-rates and business licenses;

b. School taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by the St. Regis Paper Co. (Canada) Ltd., on the lands, buildings, properties, plants, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry and on all additions or improvements which may be made thereto, shall be for a period of six years, as from the 1st of July, 1948, fixed at the sum of five thousand dollars per year;

Such fixing of valuation for purposes of municipal taxation and such fixing of school taxes, are agreed to upon the following conditions: Condi-
tions

The company shall endeavour at all times and as far as it shall be reasonable and in harmony with the regular carrying on of its business employ preferably local workmen;

The company shall operate its industry uninterruptedly for the period of the concession hereby granted, and should it discontinue its operations for a period of six consecutive months in any year, for causes other than strikes, lockouts, wars, acts of God, or under circumstances beyond its control, then the concession hereby granted shall be cancelled propor-

alors la concession accordée par les présentes sera annulée proportionnellement à la partie de telle année où la compagnie aura ainsi discontinué ses opérations, et la compagnie devra payer à la cité du Cap-de-la-Madeleine et aux Commissaires d'Écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, le montant proportionnel des taxes municipales et scolaires intégral, imputable à cette période de discontinuation dans telle année. Mais la concession accordée par les présentes revivra immédiatement dès que la compagnie reprendra ses opérations.

tionately to the part of such year in which the company shall thus have discontinued its operations, and the company shall pay to the city of Cap-de-la-Madeleine and to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, the full proportional amount of municipal and school taxes, ascribable to such period of discontinuance in such year. But the concession hereby granted shall revive immediately as soon as the company shall have resumed its operations.

Règlement ratifié.

4. Le règlement portant le No 267, passé par la cité du Cap-de-la-Madeleine le 12 janvier 1948, accordant à la Communauté des Sœurs Grises de la Croix, une subvention de \$100,000.00, payable par versements égaux, annuels et consécutifs de \$5,000.00 chacun à compter de l'année 1948, pour aider à l'établissement et à l'entretien d'un hôpital que cette communauté s'engage à construire en la cité du Cap-de-la-Madeleine, est ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

4. The by-law bearing No. 267, passed by the city of Cap-de-la-Madeleine on the 12th of January, 1948, granting to the Communauté des Sœurs Grises de la Croix, a subsidy of \$100,000.00, payable by equal, annual and consecutive instalments of \$5,000.00 each as from the year 1948, in aid to the establishment and maintenance of a hospital which this community undertakes to erect in the city of Cap-de-la-Madeleine, is ratified and confirmed for all legal purposes.

1922 (2), c. 100, a. 7, remp. Terme d'office.

5. L'article 7 de la loi 13 George V, chapitre 100 est remplacé par le suivant:

5. Section 7 of the act 13 George V, chapter 100 is replaced by the following:

"7. Le terme d'office du maire et des échevins actuels de la cité du Cap-de-la-Madeleine s'étendra jusqu'aux prochaines élections générales municipales qui auront lieu le premier lundi de juillet 1949; si ce jour est férié, les élections auront lieu le premier jour juridique suivant."

"7. The term of office of the present mayor and aldermen of the city of Cap-de-la-Madeleine, shall extend to the next general municipal elections which shall be held on the first Monday of July, 1949; if such day be a holiday the elections shall be held on the first following juridical day."

1922 (2), c. 100, am. S.R., c. 233, a. 173, remp. pour la cité.

6. Les articles 9, 10, 16, 17 et 18 de la loi 13 George V, chapitre 100 sont abrogés.

6. Sections 9, 10, 16, 17 and 18 of the act 13 George V, chapter 100, are repealed.

7. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par le suivant:

7. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by the following:

Date des élections.

"173. Une élection générale du maire et des échevins de la municipalité aura lieu le premier lundi de juillet 1949 et subéquemment, tous les deux ans, le premier lundi de juillet conformément aux dispositions de la loi. Si ces jours sont fériés, l'élection aura lieu le premier jour juridique suivant."

"173. A general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held on the first Monday of July, 1949, and subsequently, every two years, on the first Monday of July in accordance with the provisions of the act, should such days be holidays, on the first juridical day following."

Date.

S.R.,
c. 233,
a. 175,
remp.
pour la
cité.

Secrétaire
d'élection.

8. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par le suivant:

"175. Dix jours au moins avant le dernier lundi de juin, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,
c. 233,
a. 179,
remp.
pour la
cité.

Avis de
l'élection.

9. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par le suivant:

"179. Huit jours au moins avant le dernier lundi de juin, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public suivant la formule 7, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
cité.

Date.

10. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi de juin, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."

S.R.,
c. 233,
a. 604a,
remp.

11. L'article 604a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité du Cap-de-la-Madeleine par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 66, est remplacé par le suivant:

Emprunt
autorisé.

"604a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la municipalité peut, par règlement qui ne re-

8. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 175,
replaced
for city.

"175. Ten days at least before the last Monday of June, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

Election
clerk.

9. Section 179 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 179, re-
placed,
for city.

"179. Eight days at least before the last Monday of June, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of the election clerk."

Notice of
election.

10. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Cap-de-la-Madeleine, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced,
for city.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the last Monday of June, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Date.

11. Section 604a of the Cities and Towns Act, enacted for the city of Cap-de-la-Madeleine by section 4 of the act 10 George VI, chapter 66, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604a,
replaced.

"604a. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the municipality may, by by-law, which shall

Loan
authoriz-
ed.

quiert pas d'autres formalités que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement une somme n'excédant pas trente mille dollars pour travaux permanents urgents.

Appro-
bation.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent cependant être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

Emprunt
autorisé.

12. La cité du Cap-de-la-Madeleine est autorisée à emprunter, par un règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, une somme de soixante mille dollars représentant le coût des travaux permanents d'aqueduc et d'égout exécutés au cours des années 1946 et 1947.

Taxation
fixe.

13. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire:

a) Les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la cité du Cap-de-la-Madeleine, par la compagnie Electrolytic Refining (Canada) Ltd., une compagnie formée en vertu des lois du Canada, ayant son bureau-chef en la cité du Cap-de-la-Madeleine, sur tous les terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie en la cité du Cap-de-la-Madeleine, seront basées sur une évaluation imposable de trente mille dollars et ce pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 1949.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau et les licences d'affaires.

b) Les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, par la compagnie Electrolytic Refining (Canada) Ltd., sur tous terrains, bâtisses, propriétés, usines, machinerie et accessoires utilisés par ou en rapport à ladite industrie sont, pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 1949, fixées à la somme de sept cent cinquante dollars par année.

not require other formalities than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, borrow annually a sum not exceeding thirty thousand dollars for urgent permanent works.

The works requiring such loan shall not however be undertaken before the resolution of the council authorizing them has been approved by the Quebec Municipal Commission."

Approval.

12. The city of Cap-de-la-Madeleine is authorized to borrow, by a by-law which shall not require other formalities than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, a sum of sixty thousand dollars representing the cost of the water and sewage permanent works executed in the course of the years 1946 and 1947.

Loan
authoriz-
ed.

13. Notwithstanding any general or special law to the contrary:

Fixed
taxation.

a. The municipal taxes of whatever nature they may be, whether general or special, payable to the city of Cap-de-la-Madeleine by Electrolytic Refining (Canada) Limited, a company formed under the laws of the Dominion of Canada, having its head-office in the city of Cap-de-la-Madeleine, upon all land, buildings, properties, manufactures, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry in the city of Cap-de-la-Madeleine, shall be based upon a taxable valuation of thirty thousand dollars for a period of five years from the 1st of January, 1949.

Such fixing shall not include water rates or business taxes.

b. The school taxes of whatever nature they may be, whether general or special, payable to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, by Electrolytic Refining (Canada) Limited, upon all land, buildings, properties, manufactures, machinery and accessories utilized by or in connection with the said industry shall, for a period of five years from the 1st of July, 1949, be fixed at the sum of seven hundred and fifty dollars per year.

Condi-
tions.

Cette fixation d'évaluation pour fins de taxation municipale et cette fixation de taxes scolaires sont consenties aux conditions suivantes:

La compagnie s'efforcera en tout temps et en autant qu'il sera raisonnable et en harmonie avec l'exploitation régulière de ses affaires d'embaucher de préférence la main-d'œuvre locale.

La compagnie devra exploiter sans interruption son industrie durant la période de la concession présentement accordée et si elle discontinuait ses opérations pendant une période de six mois consécutifs en aucune année, pour des causes autres que des grèves, des "lockout", des guerres, des faits de Dieu ou des cas fortuits, sur lesquels la compagnie n'a pas de pouvoir, alors la concession accordée par les présentes sera annulée proportionnellement à la partie de telle année ou la compagnie aura ainsi discontinué son opération et la compagnie devra payer à la cité du Cap-de-la-Madeleine et aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, le montant proportionnel des taxes municipales et scolaires intégral, imputable à cette période de discontinuation dans telle année, mais la concession accordée par les présentes revivra immédiatement dès que la compagnie reprendra ses opérations.

En considération des avantages accordés par la cité dans la présente entente, la compagnie cèdera à la cité, une lisière de terrain de quinze pieds de large, sur tout le front de sa propriété le long de la rue Notre-Dame.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Such determination of valuation for municipal taxes and such fixation of school taxes are granted subject to the following conditions:

The company shall endeavour at all times and insofar as it is reasonable and in accordance with the normal operation of its business to give preference to the employment of local labour.

The company shall operate its industry continuously during the period of the concession hereby granted, and should the company discontinue its operations for a period of six consecutive months in any one year, for reasons other than strikes, lock-outs, wars, acts of God or fortuitous events, over which the company has no control, the concession hereby granted shall be annulled proportionally to the part of such year during which the company shall thus have discontinued its operations and the company shall pay to the city of Cap-de-la-Madeleine and to the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, the proportional amount of municipal and school taxes in full, ascribable to such period of discontinuation during such year, but the concession hereby granted shall immediately revive as soon as the company resumes its operations.

In consideration of the benefits granted by the city in this agreement, the company shall cede to the city a strip of land fifteen feet wide along the whole front of its property on Notre-Dame street.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.